

une sérieuse réaction protectionniste dans une Europe à croissance languissante et dans un Japon « résistant à l'importation », ce qui menacerait à nouveau d'entraîner l'effondrement du système commercial et de raviver la crise de l'endettement global.

La logique du lien ainsi établi est donc claire et impitoyable. Elle découle d'abord d'une coordination macro-économique qui est le fondement nécessaire de la préservation du système commercial et monétaire international. Mais les leçons de ces dernières années nous montrent que cela ne suffit pas. Dans les sphères nationale et internationale, la politique commerciale et l'aménagement des structures — micro-économie et économie de l'offre — sont aussi importants que les politiques touchant la monnaie, la fiscalité et les taux de change — macro-économie et économie de la demande — pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale. Il y a donc un très grand besoin de coopération efficace.

Le Premier Acte de la grande série dramatique intitulée « Comment affronter l'interdépendance globale » s'est déroulé au Palais Schaumburg, à Bonn, en 1985. Les articles critiques n'ont pas été très tendres. L'un de ces articles, qui titrait « Le petit Sommet qui n'en était pas un », résume bien ces critiques :

« Du 2 au 4 mai, quelque 3 000 journalistes et reporters de la télévision ont renoué de vieilles amitiés à Bonn, et le lendemain le président Reagan posait une couronne au cimetière militaire ouest-allemand de Bitburg. Ah oui : à peu près en même temps, les dirigeants des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de l'Italie, du Canada et du Japon tenaient leur sommet économique annuel. Il ne s'y est pas passé grand-chose. » (*Business Week*, le 20 mai 1985)

Cette évaluation n'était pas seulement méchante. Elle était aussi trompeuse. Si (avec le recul du temps) les critiques avaient su que ce qui se déroulait à Bonn n'était pas le Premier Acte de la série dramatique de 1985, mais le Dernier Acte d'une pièce qui avait commencé en 1980, ils auraient convenu qu'il s'y passait beaucoup de choses.

Le principal résultat de Bonn — une « première » dans l'histoire des sommets — a été une déclaration dans laquelle chaque pays énonçait sa stratégie et ses objectifs économiques. Ces stratégies et objectifs étaient étonnamment semblables : réduire les rigidités structurelles et maintenir la prudence dans les politiques budgétaires et monétaires (le Japon soulignait en outre sa détermination de réduire les obstacles à l'importation).

Mais le remarquable degré de convergence des politiques — sur l'importance du rôle des marchés et sur la réduction du rôle de l'État — avait une incidence plus profonde. La convergence des politiques — par laquelle chacun s'efforce de mettre de l'ordre dans ses affaires — constituait la solution pour affronter l'interdépendance globale, solution qui avait dominé les réunions au sommet et les réunions d'autres instances depuis le début des années 80. Cette convergence des politiques suppose une « non-intervention » aux plans national et international. Bonn a marqué l'apogée de ce point de vue.

Le Deuxième Acte s'est déroulé au Plaza Hotel de New York le 22 septembre : les acteurs — les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des cinq.